

Des hackers à la Maison Blanche

Les autorités fédérales ne les persécutent plus mais **embauchent désormais les hackers**. Suivant la tendance de nombre d'éditeurs de sécurité, les services de sécurité informatique américains lancent un **appel à candidature**.

Le département de l'information et celui du **ministère de l'Intérieur** ont donc proposé des emplois à ceux qui seraient en mesure de comprendre et d'analyser les outils utilisés par les pirates. Les promus auront aussi la tâche de **déceler les vulnérabilités dans les systèmes fédéraux**. Depuis la rallonge budgétaire demandée pour le Pentagone par le secrétaire d'Etat à la Défense, Robert Gates, **l'objectif a été donné d'accroître de 80 à 250 le nombre de cyber-experts d'ici 2011**.

Des actions qui interviennent après le poing sur table de Barack H. Obama et ses **déclarations fracassantes** sur l'état de **déliquescence des réseaux américains face à une éventuelle menace**. Le président américain critiquait en ce sens : « *Le territoire des Etats-Unis n'est pas préparé à une attaque hostile de taille majeure contre ses intérêts et réseaux vitaux* », un constat établi à l'issue d'une **simulation de cyberguerre** de 60 jours.

Dès lors, c'est un véritable plan général de protection informatique que lance Barack H. Obama en incluant les **réseaux électriques, les systèmes de vols aériens, les échanges sur les marchés boursiers** et les **codes de lancement de missiles nucléaires**.

Un signe de plus en faveur d'un renforcement des mesures de sécurité. Au début du mois d'avril, des *hackers* auraient réussi une manœuvre d'intrusion pour **analyser l'architecture électrique du pays**. Pire, ils auraient installé des programmes qui pourraient être utilisés pour perturber le système. A l'appui, un constat des services de renseignements qui auraient relevé de plus en plus **d'intrusions dans les systèmes critiques du pays**. **La goutte d'eau** qui aurait fait déborder le vase et conforté le président dans sa position.

On pourrait d'ailleurs, à peu de choses près, faire le rapprochement avec la politique initiée par **John F. Kennedy de « nouvelles frontières »** désirant agrandir la sphère d'influence de l'Oncle Sam aux frontières de l'espace. Sauf qu'ici, il s'agit bel et bien du cyber-espace.

Le 44ème président américain initie là une **rupture avec l'administration Bush** accusée d'avoir empiété sur les droits fondamentaux en renforçant le contrôle des réseaux de télécommunication et de l'internet. Un travail de fond est en train d'être réalisé. Obama, le **« président 2.0 » envisagerait-il pour autant une guerre 2.0 ?**